ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Premier Ministre, le 4 septembre 1950, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la revision des peines disciplinaires et des démissions d'office prononcées à charge des agents de l'Etat en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie", a donné en sa séance du 3 octobre 1950 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 4e September 1950 door de Eerste-Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de herziening van tuchtstraffen en ambtshalve ontslag uitgesproken ten laste van Rijksambtenaren wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting", heeft ter zitting van 3 October 1950 het volgend advies gegeven :

Aux termes de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution, le Roi nomme aux emplois d'administration générale, sauf les exceptions établies par la loi. Ce pouvoir implique le droit de fixer le statut des agents de l'Etat, de régler les conditions d'admission, d'organiser les épreuves d'admission, de limiter l'accès à ces épreuves à certaines catégories de candidats, de déterminer les limites d'âge, de fixer les traitements (avis du Conseil d'Etat du 9 décembre 1949). Ce pouvoir implique aussi le droit de déterminer la procédure selon laquelle s'exercera l'action disciplinaire à l'égard des agents de l'Etat.

Le statut des agents de l'Etat du 2 octobre 1937 traite du régime disciplinaire en son titre X. L'arrêté du Régent du 19 avril 1945 a institué un régime disciplinaire spécial pour les agents de l'Etat dont le comportement sous l'occupation avait été répréhensible.

Le pouvoir réglementaire du Roi en matière disciplinaire ne saurait être confondu avec l'action disciplinaire elle-même. Le premier édicte des règles générales, la seconde applique ces règles à des cas particuliers.

Si même l'on soutient qu'en principe, le Roi épuise son pouvoir lorsqu'il statue en matière disciplinaire à l'égard d'un agent déterminé, on ne peut contester qu'il lui est loisible, après avoir institué une procédure disciplinaire, de la modifier ou de la compléter.

Nul obstacle juridique ne s'oppose donc à l'institution par le Roi d'une nouvelle procédure de recours pour les agents de l'Etat qui ont fait l'objet de mesures disciplinaires au lendemain de la libération.

Non seulement la loi n'interdit pas semblable procédure de révision, mais au contraire, l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 a postulé semblable usage du pouvoir réglementaire du Roi, en prescrivant de transmettre le dossier judiciaire à l'autorité administrative compétente "aux fins de revision éventuelle".

Cet article 16 est, à quelques mots près, la reproduction textuelle d'une disposition rédigée par la commission de la justice du Sénat unanime sur rapport de M. Ancot et sous la présidence de M. Rolin (Doc.Sénat n°13; session 1946-1947). Ce rapport se terminait comme suit :

"C'est dans un esprit de pacification nationale que votre commission de la justice a l'honneur de soumettre ces dispositions à vos suffrages. Elle espère que le vote de la loi qu'elle a préparée contribuera à l'apaisement des esprits, à l'application d'une justice sereine et humaine dans un domaine où, par la fatalité des choses, certaines iniquités ont pu être commises sans avoir, bien au contraire, été voulues par les auteurs des arrêtés dont l'application y a donné lieu.".

Comme l'écrivait le Roi Albert à son Premier Ministre le 3 janvier 1934 à propos d'une autre commission de revision, "la procédure recommandée n'impliquerait, faut-il le dire, aucune idée de censure à l'égard de la dernière commission qui a été saisie de l'affaire des révocations. Nul doute que cette commission n'ait été inspirée par les motifs les plus louables et qu'elle n'ait travaillé consciencieusement. Mais il est permis d'en dire autant des commissions précédentes. Dès lors, toutes ces commissions ne peuvent pas plus se sentir atteintes par l'institution d'une instance finale en revision, confiée cette fois à un collège indépendant de l'administration, que ne le sont les autorités administratives des pays dont les décisions relèvent, dans certains cas, du contrôle juridictionnel d'une cour du contentieux administratif.".

\+

\+ \+

Si le pouvoir du Roi d'instituer une instance en revision ne saurait donc être contesté, il va de soi que l'exercice de ce droit doit s'arrêter aux bornes tracées par la loi et se soumettre aux principes qu'elle fixe.

Il faut donc tenir compte de la situation juridique créée par l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 et la loi du 14 juin 1948.

L'arrêté-loi de 1945 avait attaché à la révocation et à la démission d'office des agents de l'Etat la déchéance totale et perpétuelle des droits civils et politiques.

La loi de 1948 a substitué à l'automatisme de l'arrêté-loi de 1945 un système plus nuancé : la déchéance peut être totale ou partielle, perpétuelle ou temporaire; elle n'est plus le corollaire des révocations prononcées après le 1er octobre 1947; elle est en dernier ressort soumise à l'appréciation du juge.

Une disposition transitoire permet de demander la suppression ou la limitation de la déchéance ou de l'interdiction encourue comme conséquence de peines disciplinaires prononcées avant le 1er octobre 1947.

En ouvrant aux intéressés un recours devant les tribunaux civils, la loi de 1948 a prévu que la revision administrative éventuelle n'interviendrait qu'après la décision des tribunaux. Le législateur a ainsi édifié un système cohérent et complet avec la préoccupation d'éviter l'arbitraire administratif. Il a laissé à l'administration le droit de décider si le fonctionnaire était digne d'être réadmis, mais il a confié au pouvoir judiciaire le soin d'apprécier le comportement de ce

./...

fonctionnaire pendant l'occupation. "Ce projet, déclarait M. Lambotte, rapporteur de la commission de la justice de la Chambre, constitue un argument pour les bons citoyens pour dire à ceux qui se plaindraient de ne pas être relevés de la déchéance : Vous avez eu l'occasion de faire revoir votre cas par les tribunaux et les cours, vous ne l'avez pas fait; nous n'avons pas à examiner les motifs pour lesquels vous vous êtes abstenus de recourir à cette procédure. On vous a tendu la perche, vous n'avez pas voulu la saisir. S'ils ne s'en sont pas servis, c'est qu'ils s'étaient eux-mêmes jugés d'une façon particulièrement sévère." (Ann. parl. 14 janvier 1948).

Il résulte de la loi de 1948 que le législateur a entendu réserver au pouvoir judiciaire l'appréciation des faits qui ont entraîné la peine disciplinaire et la déchéance; dès lors, dans l'état actuel de la législation, l'organisation de la révision des sanctions disciplinaires n'appartient plus au Roi.

Le Conseil d'Etat est d'avis que les agents de l'Etat révoqués ou démis d'office à raison de leur comportement sous l'occupation ne peuvent être autorisés par un arrêté royal à demander la révision des décisions qui les ont frappés, que si une décision judiciaire coulée en force de chose jugée les a relevés des déchéances et interdictions qu'ils avaient encourues. Par contre, les agents qui ont été frappés de peines moindres que la révocation et la démission d'office, ou ceux qui, ayant encouru ces peines après le 1er octobre 1947, n'ont pas été frappés de déchéance, peuvent être autorisés à demander la révision des décisions qui les ont frappés. Ils n'ont, en effet, encouru ni déchéance, ni interdiction. Le pouvoir du Roi en ce qui les concerne, n'est pas limité par la loi du 14 juin 1948.

\+

\+ \+

A l'article 2 du projet, il est question de "suppression complète" des déchéances et interdictions encourues par les agents de l'Etat. La loi du 14 juin 1948 parle de suppression et de limitation des déchéances. Par limitation, il faut entendre aussi bien la limitation dans le temps que la limitation de la déchéance à certains droits déterminés. Le mot suppression s'oppose ainsi au terme limitation et implique nécessairement l'idée de suppression totale ratione materiae et ratione temporis.

Le Conseil d'Etat propose donc de supprimer le mot "complète".

+

+ +

Dans l'intention du gouvernement, "l'agent qui prend l'initiative de faire revoir sa peine supporte tous les risques de la procédure de révision qui n'est pas instituée dans le seul but de l'allègement des peines prononcées".

Il en résulte que la peine pourra être augmentée aussi bien que diminuée. Une aggravation de peine est inconcevable quand le réexamen de l'action disciplinaire a lieu d'office dans le cas prévu par l'article 10, alinéa 2, du projet. C'est donc dans la seule hypothèse où le recours aura été introduit volontairement par l'intéressé que cette aggravation peut être envisagée. Rien ne s'oppose à ce que le Roi, en organisant un nouveau recours qu'il met à la disposition des intéressés, décide que ce recours aura pour effet de saisir l'autorité qui statue, de la plénitude de l'action disciplinaire.

+

Le gouvernement entend limiter l'effet pécuniaire de la révision:à l'exception faite de certains avantages limitativement énumérés à l'article 4, § 2, la révision n'aura d'effet que pour l'avenir.

Lorsqu'à la suite du recours de l'agent aucune peine disciplinaire n'est maintenue, le projet lui alloue un traitement de non activité égal à son traitement normal d'activité sous déduction de ses revenus professionnels globaux, abstraction faite de ceux que lui a procurés une activité de cumul autorisée.

Ce texte s'inspire de l'article 1er de l'arrêté-loi du 11 octobre 1946 réglant le droit au traitement des membres du personnel rétribués à charge des pouvoirs publics et qui ont été suspendus par mesure d'ordre.

L'arrêté-loi du 11 octobre 1946 s'applique aux membres du personnel rétribué à charge du Trésor, des provinces, des communes et des organismes à l'administration desquels l'Etat participe, auxquels il fournit une garantie, sur l'activité desquels il exerce une surveillance, ou dont le personnel de direction est désigné par le gouvernement, sur sa proposition ou moyennant son approbation.

Si le législateur est intervenu en l'espèce, c'est parce qu'il s'agissait des pouvoirs provinciaux et communaux, d'organismes parastataux ou d'agents de l'Etat dont le statut pécuniaire était régi par une loi.

Lorsqu'il s'agit d'agents dont le Roi fixe le statut, il Lui est loisible de prendre des mesures similaires.

C'est ainsi que l'arrêté du Régent du 27 avril 1945 régle la situation des agents de l'Etat qui ont interrompu leurs fonctions pour des motifs légitimes dus à la guerre.

Cet arrêté concerne les agents arrêtés par l'occupant, astreints par lui au travail obligatoire, les réfractaires et les résistants. Ces agents ont droit à leurs rétributions normales d'activité pour la période de leur absence,sous déduction des sommes perçues par eux, qu'elles aient été ou non payées par l'Etat, à titre de traitements ou de salaires, d'avances sur traitement ou salaires ou d'allocations quelconques. Sont également déduites,le cas échéant, les sommes touchées par leurs ayants droit du chef de l'absence de l'agent.

Dans un même ordre d'idées, l'arrêté du Régent du 25 octobre 1945 a rayé les sanctions disciplinaires prononcées sous l'occupation pour abandon de poste, tout en refusant aux fonctionnaires intéressés tout paiement d'arriérés de rémunération.

Un arrêté du Régent du 7 avril 1950 a admis la révision de la carrière des agents punis sous l'occupation pour abandon de poste, mais en limitant les effets pécuniaires des promotions.

Ces arrêtés du Régent n'ont fait l'objet d'aucune contestation.

\+

\+ \+

La légalité des mesures prises par ces arrêtés et la légalité de celles qui sont envisagées par le projet dépendent de la nature du droit au traitement.

Selon la jurisprudence des cours et tribunaux belges, le droit au traitement est un droit civil (Cass. 8 décembre 1932, Pas. 1933, I.44; Brux. 26 juin 1931, Rev. adm. 1932, 146; Brux. 24 octobre 1931, Rev. adm. 1932, 126; Brux. 23 décembre 1931, Rev. adm. 1932, 124; Civ. Brux. 14 octobre 1947, Rev. adm. 1948, 256).

"On ne pourrait en déduire que le fonctionnaire aurait ce droit au-delà des parties échues de celui-ci. L'arrêt du 22 octobre 1942 précise d'ailleurs que le fonctionnaire, aussi longtemps qu'il est en fonctions, n'acquiert pour l'avenir aucun droit définitif à son traitement tel qu'il est régi par la législation en vigueur." (note du P.G. Cornil, Pas.1942, I,256).

La doctrine française exprime une idée analogue, en disant : "le droit acquis au traitement se réalise mensuellement après service fait" (HAURIOU, Droit administratif, 5ème éd.,p.91).

Quant au Conseil d'Etat de France, après avoir admis que le traitement correspondant à la période de révocation illégale devait être rappelé au fonctionnaire, par application du principe : quod nullum est nullum producit effectum, il fait maintenant prédominer sur ce principe l'absence du service fait et admet seulement une

./.....

indemnité sur la base du préjudice réel subi par le fonctionnaire (C.E. 7 avril 1933, S.1933, 3.68 ; De Laubadère, Droit administratif, 2ème éd. p.253;Waline 5ème éd.,p.329).

Dès lors que l'on admet que les agents de l'Etat n'ont un droit acquis au traitement qu'après service fait, le gouvernement ne porte atteinte à aucun droit acquis en limitant les effets pécuniaires des décisions prises à la suite du recours que le projet institue.

\+

\+ +

Il convient cependant de signaler que la revision des peines disciplinaires peut avoir lieu en vertu de l'article 16 de la loi du 14 juin 1948, non seulement pour le personnel de l'Etat mais aussi pour celui des provinces, des communes et des établissements publics qui en dépendent. Le Ministre de l'Intérieur a formulé des recommandations à cet égard dans sa circulaire du 25 novembre 1949 (Mon.b. du 4 décembre).

Pour assurer à la revision des peines disciplinaires des effets pécuniaires identiques dans toutes les administrations publiques, il suffirait de compléter l'arrêté-loi du 11 octobre 1946 en le rendant applicable aux agents réintégrés à la suite de la révision d'une peine disciplinaire encourue pour faits d'incivisme .

\+

\+ +

Un arrêté du Régent du 30 octobre 1944 a créé des commissions d'enquête chargées de donner leur avis sur les mesures disciplinaires à prendre à l'égard de certains membres du personnel enseignant, du personnel scientifique et du personnel administratif des établissements d'enseignement de l'Etat.

L'article 3 de cet arrêté institue dans chaque province une commission chargée des affaires concernant les membres du personnel de l'enseignement moyen de l'Etat.

Le projet soumis au Conseil d'Etat n'abroge pas l'arrêté du Régent du 30 octobre 1944. Il en résulte donc que le gouvernement n'a pas l'intention de faire bénéficier le personnel de l'enseignement moyen de la procédure instituée par le projet.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

./....

ARRETE ROYAL RELATIF AUX PEINES DISCIPLINAIRES ET AUX DEMISSIONS D'OFFICE PRONONCEES A CHARGE DES AGENTS DE L'ETAT EN RAISON DE LEUR COMPORTEMENT PENDANT L'OCCUPATION ENNEMIE.

BAUDOUIN, Prince royal,
exerçant les pouvoirs constitutionnels du Roi,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 29, 66, alinéa 2, et 67 de la Constitution;

Vu la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, notamment les articles 15 et 16;

Vu l'avis du comité interdépartemental de consultation syndicale, donné le 5 avril 1950;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Nos ministres qui en ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Peuvent, dans les conditions prévues au présent arrêté, exercer un recours contre la décision qui les a frappés, les agents de l'Etat qui ont été punis en raison

de leur comportement pendant l'occupation ennemie, pour autant qu'ils n'aient pas fait l'objet d'une inscription définitive sur la liste prévue à l'article 4 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, à moins qu'ils aient obtenu la suppression des déchéances et interdictions dont ils sont frappés par l'article 123 sexies du Code pénal.

Article 2.-

Si la suppression des déchéances et des interdictions encourues par une condamnation ou par une inscription sur la liste prévue à l'article 4 de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique, est prononcée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée conformément à l'article 15 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, la situation des agents démis d'office en vertu de l'article 107, 2° et 8°, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, sera révisée.

Article 3.-

Les agents de l'Etat peuvent être mis en non-activité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service :

1° lorsqu'ils bénéficient de l'une des mesures visées à l'article 1er;

2° lorsque leur démission d'office est rapportée conformément à l'article 2.

./...

Article 4.-

§ 1er.- Les décisions prises en vertu des articles 1er, 2 et 3, peuvent sortir leurs effets à la même date que la peine disciplinaire encourue ou que la démission d'office.Toutefois, sauf les cas visés au paragraphe suivant, ces décisions ne peuvent avoir aucun effet pécuniaire avant la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

§ 2.- Pour l'agent qui, du fait de la revision de la peine disciplinaire qu'il a encourue ou par le retrait de sa démission d'office, a été mis en non-activité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service, le Trésor supporte, au titre de traitement, pendant la durée de la mise en non-activité, la charge des cotisations et des retenues qui auraient dû être effectuées conformément aux lois sur la sécurité sociale ainsi que sur les pensions de veuves et orphelins.

Ces cotisations et retenues sont calculées sur la base des traitements et augmentations auxquels l'agent aurait eu droit s'il avait été en activité de service.

L'agent à charge duquel aucune peine disciplinaire n'est prononcée dans le cas visé à l'alinéa premier obtient un traitement de non-activité pour la durée de celle-ci,égal à la différence entre le traitement d'activité auquel il aurait eu droit et ses revenus professionnels globaux, abstraction faite de ceux que lui a procurés une activité de cumul autorisée. Le traitement de non-activité ne peut cependant en aucun cas dépasser les montants calculés conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 30 mars 1939 relatif à la mise en disponibilité des agents de l'Etat.

§ 3.- Dans tous les cas de réintégration, la durée de la mise en non-activité prononcée en vertu du présent arrêté est prise en considération pour l'avancement de traitement.Elle peut l'être également pour l'avancement de grade.

Article 5.-

Les décisions auxquelles donnent lieu les article 1er,2, 3 et 4 sont prises par le Roi pour ce qui concerne le agents de la première catégorie,et par le ministre pour ce qui concerne les agents appartenant aux trois autres catégories.

Article 6.-

§ 1er. Les décisions prises en vertu des articles 1er, 3 et 4 sont motivées. Elles ne sont prises que sur avis motivé des commissions instituées par les articles 7 et 8 :

a) lorsque la peine disciplinaire qui fait l'objet du recours a été prononcée sans l'intervention des commissions d'enquête créées par l'arrêté du Régent du 19 avril 1945 relatif aux commissions d'enquête dans les administrations de l'Etat;

b) lorsque la peine disciplinaire proposée à la suite du recours est moins grave que celle sur laquelle une de ces commissions s'est prononcée.

§ 2.- Les commissions instituées par les articles 7 et 8 émettent également un avis motivé sur les propositions de revision des situations que vise l'article 2.

Article 7.-

Il est institué dans chaque ministère une commission de revision composée d'un président, d'un vice-président, de quatre, six ou huit membres, et d'un secrétaire.

../..

Les président, vice-président, membres et secrétaire , sont désignés par le ministre parmi les agents ou parmi les agents retraités du département. Les membres doivent appartenir pour moitié à l'une des catégories de prioritaires visées à la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947.

La commission ne siège régulièrement que si elle est présidée soit par le président, soit par le vice-président, et si deux, trois ou quatre membres, selon le cas, assistent à ces séances.

Article 8.-

Une commission spéciale de revision instituée au sein des services du Premier Ministre donnera, dans les cas prévus à l'article 6, un avis motivé sur les propositions concernant les agents de l'Etat frappés en raison de leur comportement pendant l'occupation ennemie à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions dans la partie du territoire soumis de force à la loi allemande. Les président, vice-président, membres et secrétaire de cette commission sont désignés par le Premier Ministre.
(~~Le Premier Ministre désigne le service auprès duquel la commission fonctionne~~).

Article 9.-

Il est institué une commission de coordination auprès des services du Premier Ministre. Elle comprend les présidents ou les vice-présidents des commissions créées par les articles 7 et 8 et est présidée par un magistrat ou un magistrat émérite désigné par le Premier Ministre. La Commission de coordination établit le règlement d'ordre intérieur des commissions de revision, et veille à la coordination de leur travail.

/...

Article 10.-

Le recours institué par l'article 1er est introduit par une demande de l'intéressé adressée au ministre compétent, sous pli recommandé à la poste, dans un délai de soixante jours à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Toutefois, dans les cas visés à l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique et à l'article 2 du présent arrêté, la situation des intéressés sera revisée d'office.

Article 11.-

Les dossiers administratifs, y compris les dossiers judiciaires visés à l'article 16 de la loi du 14 juin 1948 relative à l'épuration civique, seront communiqués aux commissions de revision.

Les requérants seront entendus par les commissions de revision dans les cas visés à l'article 6. Dans les autres cas, ils seront entendus par le ministre.

Ils peuvent se faire assister par un conseil de leur choix.

Les commissions de revision peuvent entendre des témoins soit d'office, soit à la demande des requérants.

Article 12.-

Le titre X de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, à l'exception des articles 77 et 80, n'est pas applicable à la matière réglée par le présent arrêté.

Article 13.-

En ce qui concerne les secrétaires généraux et les fonctionnaires, quel que soit leur grade, qui ont exercé durant l'occupation du pays les fonctions de secrétaire général, le présent arrêté n'est pas applicable.

Article 14.-

Est abrogé l'arrêté du Régent du 19 avril 1945 créant des commissions d'enquête dans les administrations de l'Etat, à l'exception de ce qui concerne les secrétaires généraux et les fonctionnaires, quel que soit leur grade, qui ont exercé durant l'occupation du pays les fonctions de secrétaire général.

Article 15.-

Nos ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE PRINCE ROYAL :

Le Premier Ministre,

Luidens artikel 66, tweede lid, van de Grondwet , benoemt de Koning de ambtenaren bij het algemeen bestuur, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen. Die macht houdt het recht in, het statuut van het Rijkspersoneel vast te stellen, de toelatingsvoorwaarden te regelen, de toelatingsexamens in te richten, de deelneming aan die examens tot bepaalde categorieën candidaten te beperken, de leeftijdsgrenzen te bepalen, de wedden vast te stellen (advies van de Raad van State van 9 December 1949). Die macht houdt eveneens het recht in, de rechtspleging te bepalen volgens welke het opleggen van tuchtmaatregelen aan leden van het Rijkspersoneel moet geschieden.

De tuchtregeling wordt behandeld in titel X van het statuut van het Rijkspersoneel van 2 October 1937. Het besluit van de Regent van 19 April 1945 heeft een bijzondere tuchtregeling ingevoerd voor de leden van het Rijkspersoneel wier gedrag tijdens de bezetting laakbaar was geweest.

De reglementaire macht van de Koning inzake tucht mag niet verward worden met het opleggen van een strafmaatregel. Eerstgenoemde macht vaardigt algemene regelen uit, terwijl de tweede die regelen op bijzondere gevallen toepast.

Zelfs indien men staande houdt dat de Koning in beginsel zijn macht uitput wanneer hij in tuchtzaken uitspraak doet ten opzichte van een bepaald lid van het personeel, dan nog kan men niet betwisten dat hij, na de uitvaardiging van een regeling der tuchtrechtspleging, deze kan wijzigen of aanvullen.

.../...

Juridisch bestaat er dus geen bezwaar tegen dat de Koning een aanvullende rechtspleging voor het instellen van een nieuw beroep zou invoeren ten behoeve van de leden van het Rijkspersoneel tegen wie na de bevrijding tuchtmaatregelen zijn genomen.

Niet alleen verbiedt geen enkele wet zulk een herzieningsprocedure, maar artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 heeft zelfs zulk een gebruik van 's Konings reglementaire macht vooropgezet, waar het voorschrijft het gerechtelijk dossier "met het oog op een gebeurlijke herziening" aan de bevoegde administratieve overheid over te maken.

Dit artikel 16 is, op enkele woorden na, de letterlijke herhaling van een bepaling die met volledige eensgezindheid door de commissie van justitie van de Senaat op verslag van de Hr Ancot en onder het voorzitterschap van de Hr Rolin opgesteld werd (Doc. Senaat nr 13 ; zitting 1946-1947). Het slot van dit verslag luidde als volgt :
"Het is in een geest van nationale verzoening dat uw commissie van justitie de eer heeft U deze beschikkingen ter stemming voor te leggen. Zij hoopt dat de aanneming van de wet, door haar voorbereid, zal bijdragen tot bedaring van de gemoederen, tot de toepassing van een rustige en menselijke rechtvaardigheid op een gebied waar sommige onrechtvaardigheden noodzakelijkerwijze konden begaan worden zonder dat zij, wel integendeel, gewild werden door de opstellers van de besluiten waarvan de toepassing daartoe aanleiding heeft gegeven.".

.../...

Zoals Koning Albert op 3 Januari 1934 in verband met een andere herzieningscommissie aan zijn Eerste-Minister schreef, "zou de aanbevolen procedure vanzelfsprekend generlei afkeuring insluiten ten opzichte van de laatste commissie bij welke de gevallen van afzetting aanhangig werden gemaakt. Het lijdt geen twijfel, dat deze commissie met de loffelijkste bedoelingen bezield geweest is en dat zij met nauwgezetheid te werk is gegaan. Maar ook van de vroegere commissies kan hetzelfde worden gezegd. Al die commissies hoeven dus aan de oprichting van een laatste herzieningsinstantie, ditmaal aan een van het bestuur onafhankelijk college opgedragen, evenmin aanstoot te nemen als in sommige landen de bestuursoverheden wier beslissingen in bepaalde gevallen aan het jurisdictioneel toezicht van een hof voor geschillen van bestuur onderworpen zijn.".

\+

\+ \+

Ofschoon dus de Koning onbetwistbaar de macht heeft een herzieningsinstantie in te stellen, moet de uitoefening van dit recht vanzelfsprekend binnen de bij de wet gestelde perken blijven en de beginselen, bij deze wet bepaald, eerbiedigen.

Men moet dus rekening houden met de rechtstoestand die door de besluitwet van 19 September 1945 en door de wet van 14 Juni 1948 in het leven werd geroepen.

In de besluitwet van 1945 was aan de afzetting en aan het ontslag van ambtswege van het Rijkspersoneel, een volledige en levenslange vervallenverklaring van de burgerlijke en politieke rechten verbonden.

In de plaats van het automatisme van de besluitwet van 1945 heeft de wet van 1948 een meer genuanceerd stelsel ingevoerd : de vervallenverklaring kan volledig of gedeeltelijk zijn, levenslang of tijdelijk ; zij is niet langer noodzakelijk het gevolg van de na 1 October 1947 uitgesproken afzettingen ; in laatste instantie blijft zij aan de beoordeling van de rechter onderworpen.

Krachtens een overgangsbepaling kan intrekking of beperking worden aangevraagd van een vervallenverklaring of een ontzetting die werd opgelegd ingevolge vóór 1 October 1947 uitgesproken tuchtstraffen.

Toen de wet van 1948 ten behoeve van de belanghebbenden een beroep bij de burgerlijke rechtbanken openstelde, werd bepaald dat de gebeurlijke administratieve herziening pas na de beslissing van de rechtbanken zou plaats hebben. Zodoende heeft de wetgever een samenhangend en volledig stelsel opgebouwd, met de bedoeling de willekeur van het bestuur uit te schakelen. Hij heeft aan het bestuur het recht gelaten, te beslissen of de ambtenaar waardig was om opnieuw in dienst te worden genomen, maar de rechterlijke macht kreeg opdracht gedragingen van die ambtenaar tijdens de bezetting te beoordelen. "Dit ontwerp, zo verklaarde de Hr Lambotte, verslaggever van de commissie van justitie van de Kamer, is voor de goede staatsburgers een argument om aan hen, die klagen dat hun vervallenverklaring niet werd opgeheven, te antwoorden : de gelegenheid werd U geboden uw geval door de hoven en rechtbanken te laten herzien en U hebt ze niet te baat genomen ; de redenen waarom U geen gebruik van die procedure hebt gemaakt,hoeven

.../...

wij niet te onderzoeken. Men heeft U een reddingsplank toegestoken en U hebt ze niet willen grijpen. Dat zij er geen gebruik hebben van gemaakt,bewijst dat zij zich zelf bijzonder streng hebben beoordeeld" (Parl. handel. 14 Januari 1948).

Uit de wet van 1948 blijkt,dat de wetgever de beoordeling van de feiten die de tuchtstraf en de vervallenverklaring met zich hebben gebracht, aan de rechterlijke macht heeft willen overlaten; in de huidige stand van de wetgeving behoort het dus niet meer aan de Koning de herziening van de tuchtstraffen in te richten.

De Raad van State is van advies dat de personeelsleden die, ter oorzake van hun gedragingen tijdens bezetting,werden afgezet of van ambtswege ontslagen, niet door een koninklijk besluit kunnen gemachtigd worden om de herziening van de op hen toegepaste beslissingen aan te vragen, tenzij de opgelopen vervallenverklaringen en ontzettingen door een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing werden opgeheven. De personeelsleden daarentegen die met minder zware straffen dan afzetting en ontslag van ambtswege werden gestraft,of zij die genoemde straffen na 1 October 1947 hebben opgelopen en tegen wie geen vervallenverklaring werd uitgesproken, kunnen gemachtigd worden de herziening van de op hen toegepaste beslissingen aan te vragen. Zij hebben immers geen vervallenverklaring of geen ontzetting opgelopen. De macht van de Koning te hunnen opzichte wordt door de wet van 14 Juni 1948 niet beperkt.

\+

\+ \+

.../...

In artikel 2 van het ontwerp is sprake van "gehele ontheffing" van de vervallenverklaring van rechten en van de ontzetting, door de leden van het Rijkspersoneel opgelopen. In de wet van 14 Juni 1948 is sprake van opheffing en beperking van de vervallenverklaringen. Onder beperking dient men te verstaan ,zowel beperking in de tijd als beperking van de vervallenverklaring tot bepaalde rechten. Zo komt het woord opheffing in tegenstelling tot het woord beperking en impliceert het noodzakelijkerwijze een volledige opheffing ratione materiae et ratione temporis.

Daarom stelt de Raad van State voor, het woord "gehele" weg te laten.

\+

\+ \+

Naar de opvatting van de regering "neemt het personeelslid dat het initiatief tot herziening van zijn straf neemt, al de risico's der herzieningsprocedure op zich, welke procedure niet is ingesteld met het enige doel de uitgesproken straffen te verlichten".

Daaruit vloeit voort dat de straf zowel vermeerderd als verminderd kan worden. Vermeerdering van straf is ondenkbaar wanneer de bestraffing opnieuw wordt onderzocht van ambtswege in het bij artikel 10, tweede lid, van het ontwerp bepaalde geval. Alleen in de veronderstelling dat de betrokkene vrijwillig een beroep heeft ingesteld,kan die vermeerdering dus onder ogen worden genomen. Er bestaat geen enkel bezwaar dat de Koning, bij het in-

.../...

richten van een nieuw beroep ten behoeve van de betrokkenen, beslist dat dit beroep tot gevolg heeft dat de overheid ,die uitspraak moet doen, opnieuw volledig over haar bevoegdheid om tuchtstraffen op te leggen beschikt.

\+

\+ \+

De regering wil de geldelijke gevolgen der herziening beperken : met uitzondering van sommige voordelen die in artikel 4, § 2, limitatief worden opgesomd, zal de herziening enkel voor de toekomst gevolgen hebben.

Wordt ingevolge het beroep van het personeelslid geen enkele tuchtstraf gehandhaafd, dan kent het ontwerp hem een nonactiviteitswedde toe die gelijk is aan zijn normale activiteitswedde verminderd met zijn globale bedrijfsinkomsten, waarvan evenwel worden afgetrokken de inkomsten verkregen door toegestane cumulatie.

Die tekst beantwoordt aan artikel 1 van de besluitwet van 11 October 1946 tot regeling van de weddeaanspraken van het ten bezware van de openbare besturen bezoldigde personeel dat bij ordemaatregel is geschorst.

De besluitwet van 11 October 1946 is van toepassing op het personeel dat bezoldigd wordt ten bezware van de Schatkist, van de provinciën, de gemeenten en de organismen aan het beheer waarvan de Staat deelneemt, waaraan hij een waarborg verleent, op de bedrijvigheid waarvan hij toezicht uitoefent of waarvan het bestuurspersoneel door de regering, op haar voorstel of met haar goedkeuring,wordt aangewezen.

.../...

Indien de wetgever in dit geval is opgetreden, dan is dit omdat het ging om de provinciale en gemeentelijke machten, om parastatale organismen of om Rijkspersoneel waarvan het geldelijk statuut door een wet is geregeld.

Gaat het om ambtenaren of beambten van wie de Koning het statuut vaststelt, dan staat het Hem vrij gelijksoortige maatregelen te nemen.

Zo regelt het besluit van de Regent van 27 April 1945 de toestand van de Rijksambtenaren die, wegens wettige met de oorlog verband houdende redenen, hun functies hebben onderbroken.

Dat besluit betreft de personeelsleden die door de bezetter aangehouden waren, zij die door hem tot verplichte arbeid gedwongen werden, de werkweigeraars en de weerstanders. Deze personeelsleden hebben recht op hun normale activiteitsbezoldigingen over het tijdperk van afwezigheid, met aftrek van de door hen ontvangen sommen, ongeacht of zij al dan niet door de Staat uitbetaald werden, bij wijze van wedden of lonen, van voorschotten op wedden of lonen, of van om het even welke tegemoetkomingen. In voorkomend geval, worden eveneens afgetrokken de sommen welke hun rechthebbenden hebben getrokken uit hoofde van de afwezigheid van het personeelslid.

In dezelfde zin heeft het besluit van de Regent van 25 October 1945 de onder de bezetting wegens het verlaten van hun post uitgesproken tuchtstraffen geschrapt, alhoewel het aan de belanghebbende ambtenaren elke betaling van achterstallige bezoldigingen weigerde.

.../...

van de Regent
Een besluit/van 7 April 1950 heeft de herziening van de loopbaan der onder de bezetting wegens verlaten van hun post gestrafte personeelsleden toegelaten,met beperking evenwel van de geldelijke gevolgen der bevorderingen.

Deze besluiten van de Regent hebben geen aanleiding tot betwistingen gegeven.

\+
\+ +

De wettelijkheid van de maatregelen door deze besluiten genomen en de wettelijkheid van deze door het ontwerp bedoeld,hangen af van de aard van het recht op wedde.

Volgens de rechtspraak der Belgische hoven en rechtbanken,is het recht op wedde een burgerlijk recht (Verbr. 8 December 1932, Pas. 1933, I, 44 ; Brussel, 26 Juni 1931, Rev. adm. 1932, 146 ; Brussel, 24 October 1931, Rev. adm. 1932, 126 ; Brussel, 23 December 1931, Rev. adm. 1932, 124 ; Burg. Brussel, 14 October 1947, Rev. adm. 1948, 256).

.../...

"On ne pourrait en déduire que le fonctionnaire aurait ce droit au-delà des parties échues de celui-ci. L'arrêt du 22 octobre 1942 précise d'ailleurs que le fonctionnaire, aussi longtemps qu'il est en fonctions, n'acquiert pour l'avenir aucun droit définitif à son traitement tel qu'il est régi par la législation en vigueur." (nota van de Procureur-generaal Cornil, Pas. 1942, I, 256).

De Franse rechtsleer drukt een soortgelijke opvatting uit : "le droit acquis au traitement se réalise mensuellement après service fait" (HAURIOU, Droit administratif, 5de uitg., blz. 91).

Wat de Franse Raad van State betreft, na aanvaard te hebben dat de wedde overeenstemmend met de periode van onwettelijke afzetting aan de ambtenaar moest worden betaald bij toepassing van het beginsel : quod nullum est nullum producit effectum, brengt hij nu, in plaats van dit beginsel, het ontbreken van de dienstprestatie op de voorgrond en neemt hij enkel een vergoeding aan op grond van het werkelijk nadeel door de ambtenaar geleden (C.E. 7 April 1933, S. 1933, 3.68 ; De Laubadère, Droit administratif, 2de uitg., blz. 253; Waline, 5de uitg., blz. 329).

.../...

Vermits men aanneemt dat het Rijkspersoneel enkel na gepresteerde dienst een verworven recht op de wedde heeft, doet de regering aan geen enkel verworven recht afbreuk, wanneer zij de geldelijke gevolgen van de beslissingen, getroffen ten gevolge van het door het ontwerp ingesteld beroep, beperkt.

\+

\+ \+

Men dient er nochtans op te wijzen dat, krachtens artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948, herziening der tuchtstraffen niet enkel voor het Rijkspersoneel kan geschieden, doch ook voor het personeel der provincies, gemeenten en openbare inrichtingen welke er van afhangen. De Minister van Binnenlandse Zaken heeft te dien aanzien in zijn omzendbrief van 25 November 1949 (Belg.Staatsbl. van 4 December) aanbevelingen gedaan.

Om aan de herziening der tuchtstraffen dezelfde geldelijke gevolgen in alle openbare besturen te verzekeren, zou het volstaan de besluitwet van 11 October 1946 aan te vullen en deze toepasselijk te maken op de personeelsleden die, ten gevolge van de herziening van een wegens incivisme toegepaste tuchtstraf, in hun ambt werden hersteld.

\+

\+ \+

.../...

Een besluit van de Regent van 30 October 1944 heeft onderzoekscommissies ingesteld, met opdracht advies uit te brengen omtrent de tuchtmaatregelen te nemen ten aanzien van sommige leden van het onderwijzend, wetenschappelijk en administratief personeel der onderwijsinrichtingen van de Staat.

Artikel 3 van dit besluit stelt in elke provincie een commissie in, belast met het onderzoek van de aangelegenheden betreffende de leden van het personeel van het middelbaar onderwijs van de Staat.

Het aan de Raad van State voorgelegd ontwerp heft het besluit van de Regent van 30 October 1944 niet op. Hieruit volgt dus dat de regering de bedoeling niet heeft het personeel van het middelbaar onderwijs in aanmerking te laten komen voor de procedure die door het ontwerp ingesteld wordt.

\+

\+ \+

Bovendien stelt de Raad van State een aantal vormwijzigingen voor, die in de onderstaande tekst opgenomen zijn :

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE TUCHTSTRAFFEN EN HET ONTSLAG VAN AMBTSWEGE, TEGEN DE LEDEN VAN HET RIJKSPERSONEEL UITGESPROKEN WEGENS HUN GEDRAGINGEN TIJDENS DE VIJANDELIJKE BEZETTING.

BOUDEWIJN, Koninklijke Prins,
die de grondwettelijke macht van de Koning uitoefent,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 29, 66, tweede lid, en 67 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw, namelijk op de artikelen 15 en 16;

Gelet op het advies van de interdepartementale syndicale raad van advies, gegeven 5 April 1950;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze in Raad vergaderde ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Artikel 1.-

Beroep tegen de beslissing, te hunnen aanzien genomen, staat onder de in dit besluit bepaalde voorwaarden open voor de leden van het Rijkspersoneel gestraft wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting, voor

.../...

zover zij niet het voorwerp zijn geweest van een definitieve inschrijving op de lijst bepaald in artikel 4 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw, tenzij ze de opheffing hebben bekomen van de vervallenverklaringen en ontzettingen, waardoor zij krachtens artikel 123 sexies van het Strafwetboek zijn getroffen.

Artikel 2.-

Indien de opheffing van de vervallenverklaringen en van de ontzettingen,welke voortvloeien uit een veroordeling of een inschrijving op de lijst bepaald in artikel 4 van de besluitwet van 19 September 1945 betreffende de epuratie in zake burgertrouw, uitgesproken werd overeenkomstig artikel 15 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw, bij een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan,zal de toestand van de personeelsleden van ambtswege ontslagen krachtens artikel 107, 2° en 8°, van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende statuut van het Rijkspersoneel, worden herzien.

Artikel 3.-

De leden van het Rijkspersoneel kunnen op non-activiteit worden gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst :

1° wanneer zij in aanmerking komen voor een der maatregelen bepaald in artikel 1;
2° wanneer hun ontslag van ambtswege, overeenkomstig artikel 2 werd ingetrokken.

Artikel 4.-

§ 1.- De beslissingen genomen krachtens de artikelen 1, 2 en 3, kunnen uitwerking hebben met ingang van de datum der opgelopen tuchtstraf of van het ontslag van

.../...

ambtswege.Behoudens de gevallen in de volgende paragraaf bepaald, kunnen deze beslissingen evenwel geen geldelijke gevolgen hebben vóór de datum waarop dit besluit in werking treedt.

§ 2.- Voor het personeelslid dat, ingevolge de herziening van de tuchtstraf welke hij opliep of de intrekking van zijn ontslag van ambtswege, op nonactiviteit werd gesteld wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst, neemt de Schatkist, voor de duur van de opnonactiviteitstelling, de betaling op zich, als wedde, van de bijdragen en afhoudingen die overeenkomstig de wetten betreffende de maatschappelijke zekerheid en de weduwen- en wezenpensioenen dienden te worden gedaan.

Deze bijdragen en afhoudingen worden berekend op grond van de wedden en verhogingen waarop het personeelslid recht zou hebben gehad, was hij in werkelijke dienst geweest.

Het personeelslid tegen wie, in het geval bedoeld in het eerste lid, geen tuchtstraf is uitgesproken, ontvangt voor de duur der nonactiviteit een nonactiviteitswedde, die gelijk is aan het verschil tussen de activiteitswedde waarop hij recht zou hebben gehad en zijn globale bedrijfsinkomsten, met dien verstande dat de inkomsten door toegestane cumulatie verkregen niet in aanmerking worden genomen. In geen geval echter mag de nonactiviteitswedde hoger zijn dan de bedragen berekend overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 30 Maart 1939 betreffende de terbeschikkingstelling van het Rijkspersoneel.

§ 3.- In alle gevallen van wederindienstneming wordt de duur der opnonactiviteitstelling, krachtens dit besluit uitgesproken, in aanmerking genomen voor de bevordering in wedde. Ook voor de bevordering in graad kan hij in rekening worden gebracht.

.../...

Artikel 5.-

De beslissingen waartoe de artikelen 1, 2, 3 en 4 aanleiding geven, worden genomen door de Koning, wat de personeelsleden der eerste categorie betreft, en door de minister, met betrekking tot de personeelsleden der overige drie categorieën.

Artikel 6.-

§ 1.- De beslissingen genomen krachtens de artikelen 1, 3 en 4 zijn met redenen omkleed. Zij worden slechts genomen op het beredeneerd advies van de commissies, opgericht bij de artikelen 7 en 8 :

a) wanneer de tuchtstraf waartegen beroep werd aangetekend, uitgesproken werd zonder tussenkomst van de onderzoekscommissies opgericht bij besluit van de Regent van 19 April 1945 betreffende de onderzoekscommissies in de Rijksbesturen;

b) wanneer de tuchtstraf die ingevolge het beroep wordt voorgesteld minder zwaar is dan die, waarover een dezer commissies advies heeft uitgebracht.

§ 2.- De commissies opgericht bij de artikelen 7 en 8 geven eveneens een beredeneerd advies over de voorstellen tot herziening der toestanden, bepaald in artikel 2.

Artikel 7.-

Bij elk ministerie wordt een herzieningscommissie opgericht, die bestaat uit een voorzitter, een ondervoorzitter, vier, zes of acht leden, en een secretaris.

.../...

De voorzitter, ondervoorzitter, leden en secretaris worden door de minister aangewezen onder de personeelsleden of de op rust gestelde personeelsleden van het departement. De helft van de leden moeten behoren tot een der categorieën van prioriteitsgerechtigden, bepaald bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947.

De commissie houdt slechts regelmatig zitting wanneer zij hetzij door de voorzitter, hetzij door de ondervoorzitter is voorgezeten en wanneer twee, drie of vier leden, naar gelang van het geval, deze zittingen bijwonen.

Artikel 8.-

Een bijzondere herzieningscommissie opgericht in de diensten van de Eerste-Minister geeft, in de gevallen bepaald in artikel 6, een beredeneerd advies over de voorstellen betreffende de leden van het Rijkspersoneel tegen wie beslissingen werden getroffen, wegens hun gedragingen tijdens de vijandelijke bezetting bij het uitoefenen van hun ambt in het gedeelte van het grondgebied dat door geweld aan de Duitse wet was onderworpen. De voorzitter, ondervoorzitter, leden en secretaris dezer commissie worden door de Eerste-Minister aangewezen.
~~(De Eerste-Minister bepaalt bij welke dienst de commissie werkt).~~

Artikel 9.-

Een coördinatiecommissie wordt bij de diensten van de Eerste-Minister ingesteld. Zij bestaat uit de voorzitter of de ondervoorzitters der commissies opgericht bij de artikelen 7 en 8, en wordt voorgezeten door een magistraat of een emeritus-magistraat, aangewezen door de Eerste-Minister. De coördinatiecommissie stelt het huishoudelijk reglement van de herzieningscommissies vast en zorgt voor de coördinatie hunner werkzaamheden.

.../...

Artikel 10.-

Het in artikel 1 bepaald beroep wordt ingesteld door een verzoek van de belanghebbende, aan de bevoegde minister bij een ter post aangetekende brief gericht, binnen een termijn van zestig dagen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit.

Evenwel in de gevallen bepaald in artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw en in artikel 2 van dit besluit, wordt de toestand der belanghebbenden van ambtswege herzien.

Artikel 11.-

De administratieve dossiers, met inbegrip der gerechtelijke dossiers in artikel 16 van de wet van 14 Juni 1948 betreffende de epuratie in zake burgertrouw bedoeld, worden aan de herzieningscommissies medegedeeld.

De verzoekers worden, in de gevallen bedoeld in artikel 6, gehoord door de herzieningscommissies. In de andere gevallen worden zij door de minister gehoord.

Zij mogen zich laten bijstaan door een raadsman, door hen gekozen.

De herzieningscommissies kunnen getuigen horen, hetzij ambtshalve, hetzij op aanvraag der verzoekers.

Artikel 12.-

Titel X van het koninklijk besluit van 2 October 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, met uitzondering van de artikelen 77 en 80, is niet van toepassing op de stof die in dit besluit is geregeld.

.../...

Artikel 13.-

Dit besluit is niet van toepassing op de secretarissen-generaal en de ambtenaren, van om het even welke graad, die tijdens de bezetting de functies van secretaris-generaal hebben uitgeoefend.

Artikel 14.-

Het besluit van de Regent van 19 April 1945 tot oprichting van onderzoekscommissies in de Rijksbesturen wordt opgeheven, behalve wat betreft de secretarissen-generaal en de ambtenaren, van om het even welke graad, die tijdens de bezetting de functies van secretaris-generaal hebben uitgeoefend.

Artikel 15.-

Onze ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , .

VANWEGE DE KONINKLIJKE PRINS :

De Eerste-Minister,

Etaient présents : Waren aanwezig :

Messieurs : V.DEVAUX, conseiller d'Etat, président,
De Heren : raadsheer van State, voorzitter,

M.SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
A.VRANCKX, raadsheren van State,

A.BERNARD, assesseurs de la section de législation,
F.DUCHENE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G.PIQUET, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.A.VRANCKX.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.A.VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G.PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) V.DEVAUX.

expédition délivrée à M. le
uitgifte afgeleverd aan de

Premier Ministre.
Eerste-Minister.

Le 1950.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De 1950.

De Griffier van de Raad van State

K.MEES.